

Contrairement au PIB par habitant, qui reflète l'évolution de l'économie dans sa globalité, le revenu disponible des ménages par habitant est un indicateur adapté pour mesurer le niveau de vie moyen dans un pays. Le PIB par habitant, qui était de 82 000 euros par habitant au Luxembourg en 2011, est près de 3 fois plus élevé que la moyenne de l'UE-27. Au cours de la même année, le revenu disponible des ménages par habitant était de 31 000 euros, soit un écart de 65% par rapport à la moyenne de l'UE-27. Avec ce montant, le Luxembourg se situe dans le peloton de tête des pays du continent européen, mais l'écart par rapport à des pays comme la Suisse ou la Norvège est assez faible. Alors que dans la zone euro le revenu disponible par habitant commence à se contracter dès 2008, ce n'est pas le cas au Luxembourg. Jusqu'en 2009, le pouvoir d'achat moyen par habitant augmente encore fortement au Grand-Duché. En 2009, il est de 8% plus élevé qu'en 2006, alors que dans la zone euro le pouvoir d'achat se situe pratiquement au même niveau qu'en 2006. À noter que l'augmentation du pouvoir d'achat jusqu'en 2009 au Luxembourg est largement imputable aux prestations sociales en espèces (allocations de chômage, allocations familiales, pensions, RMG, etc.). Le pouvoir d'achat dans notre pays se tasse assez faiblement en 2010 (-0.4%) et plus fortement en 2011 (-2.9%). La diminution du pouvoir d'achat en 2010 et en 2011 est due essentiellement à l'impact des prélèvements. Cependant, en 2011, le pouvoir d'achat moyen au Grand-Duché reste encore de 4.2% plus élevé qu'en 2006, alors que, dans la zone euro en moyenne, il se situe à -0.5% par rapport à son niveau de 2006.

Un PIB par habitant de 82 000 euros et un revenu disponible par habitant de 31 000 euros au Luxembourg

Contrairement au PIB par habitant, le revenu disponible des ménages par habitant est un indicateur adapté pour mesurer le niveau de vie des ménages. Depuis peu, les comptes du secteur des ménages établis par le STATEC pour les années 2006 à 2011 sont publiés et permettent une vue sur l'évolution du revenu disponible

des ménages au Luxembourg.¹ En résumé, le revenu disponible brut des ménages est la part du revenu (y compris les prestations sociales en espèces) qui est à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne après déduction des prélèvements sociaux et fiscaux.

Tableau 1 : Revenu disponible et consommation des ménages par habitant, 2006-2011 (en 1 000 euros courants)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
(1) Excédent brut d'exploitation et revenu mixte	6.8	6.9	7.3	7.4	7.4	7.7
(2) Rémunération des salariés (reçue)	21.4	22.2	23.1	23.7	24.3	24.9
(3) Revenus de la propriété (reçus moins versés)	0.7	1.0	1.4	0.9	0.8	0.7
(A) Solde des revenus primaires (1)+(2)+(3)	28.8	30.1	31.8	32.0	32.5	33.2
(4) Prestations sociales en espèces (reçues)	7.8	8.0	9.1	10.0	10.2	10.1
(5) Solde des autres transferts courants	0.6	0.7	0.5	0.6	0.6	1.0
(6) Cotisations sociales (payées)	5.9	6.1	6.4	6.9	7.0	7.6
(7) Impôts sur le revenu et le patrimoine (payés)	4.7	4.7	5.1	5.0	5.4	5.8
(B) Solde des transferts et prestations sociales et des prélèvements(4)+(5)-(6)-(7)	-2.2	-2.0	-1.9	-1.4	-1.5	-2.3
(C) Revenu disponible brut des ménages (A)+(B)	26.7	28.0	29.9	30.6	31.0	30.9

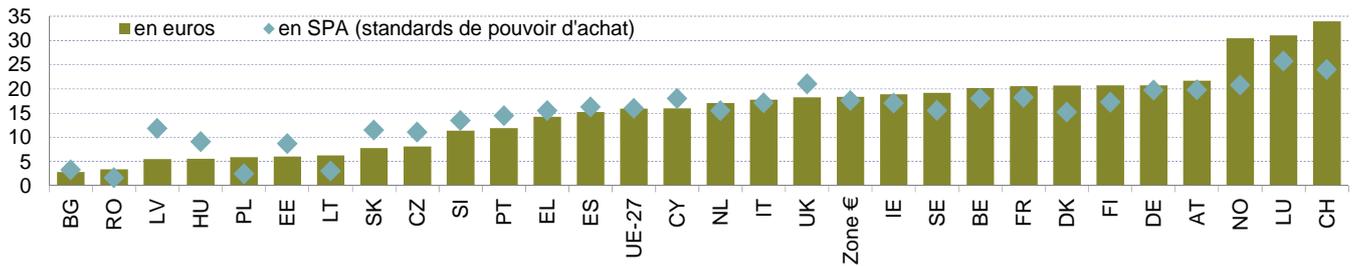
Source : STATEC (comptes nationaux)

En valeur nominale, le PIB par habitant au Luxembourg était de 82 100 euros en 2011, contre 28 300 euros dans la zone euro et 25 100 euros dans l'UE-27 en moyenne. La Bulgarie et la Roumanie se trouvent en fin de classement avec quelque 5 000 euros de PIB par habitant. La Norvège et la Suisse se situent à quelques encablures du Grand-Duché avec respectivement 71 200 euros et 60 500 euros de PIB par habitant.

En termes de revenu disponible par habitant, l'image change. Avec 31 000 euros, le Luxembourg reste bien parmi les pays les mieux lotis, mais, en 2010 (dernière année disponible pour l'ensemble des pays), le revenu disponible en euros courants par habitant était plus élevé en Suisse (34 000 euros), et l'écart par rapport à la Norvège était assez faible (30 400 euros). Alors que le PIB par habitant au Luxembourg est près de trois fois plus élevé que dans la zone euro en moyenne, le revenu disponible par habitant n'est que de 65% plus élevé.

¹ En fait, les comptes sectoriels actuellement disponibles concernent les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM). En parlant de revenu disponible des ménages, il s'agit donc d'une réduction qu'on a maintenue pour des raisons de simplification de la formulation.

Graphique 1 : Revenu disponible des ménages par habitant dans les pays européens, 2010 (en 1 000 euros et standards de pouvoir d'achat)



Source : STATEC, EUROSTAT

À noter toutefois qu'en tenant compte des différences de niveau des prix (plus élevés en Suisse et en Norvège) et des taux de change, le Luxembourg reste en tête en termes de « standards de pouvoir d'achat » (SPA) : 25 700 SPA au Luxembourg en 2010, contre 24 000 en Suisse et 20 700 en Norvège.

En valeur nominale, le revenu disponible augmente fortement entre 2006 et 2009, puis stagne

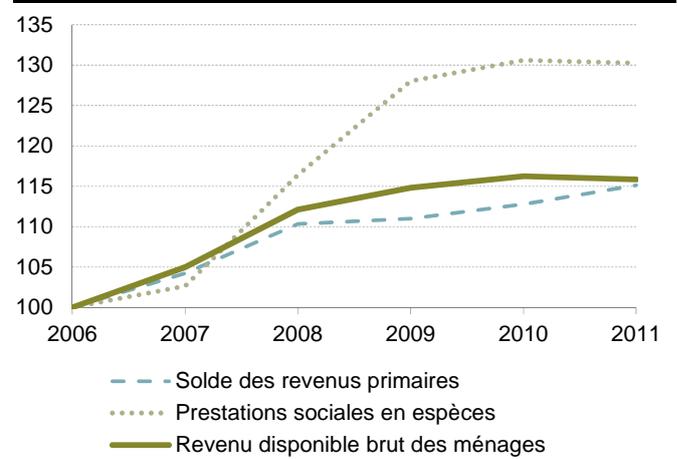
De 2006 à 2009, le revenu disponible par habitant passe de 26 700 euros à 30 600 euros. En 2010 (31 000 euros), il n'est que légèrement supérieur à 2009 et, en 2011, on assiste même à une légère diminution (30 900 euros). En euros courants, le revenu disponible par habitant est de quelque 15% plus élevé en 2009 qu'en 2006. En 2011, l'écart par rapport à 2006 est pratiquement identique à +15%.

La dynamique du revenu disponible jusqu'en 2009 est largement imputable aux prestations sociales

Le revenu disponible brut des ménages est composé, d'une part, des revenus primaires, c'est-à-dire les rémunérations, l'excédent brut d'exploitation et le revenu de la propriété (loyers, dividendes, intérêts ...) et, d'autre part, du solde des transferts sociaux et fiscaux (prestations sociales en espèces, dont on soustrait les cotisations sociales et les impôts). Avec 24 900 euros par habitant en 2011, les rémunérations des salariés représentent les 3/4 des revenus primaires. Les prestations sociales - 10 100 euros par habitant qui s'ajoutent au revenu primaire -, atteignent plus de 30% de ce revenu primaire. En ce qui concerne l'évolution des composantes du revenu disponible, on note, en 2008 et en 2009, une augmentation des prestations sociales beaucoup plus forte que celle des autres éléments constituant le revenu disponible (voir graphiques 2 et 3).²

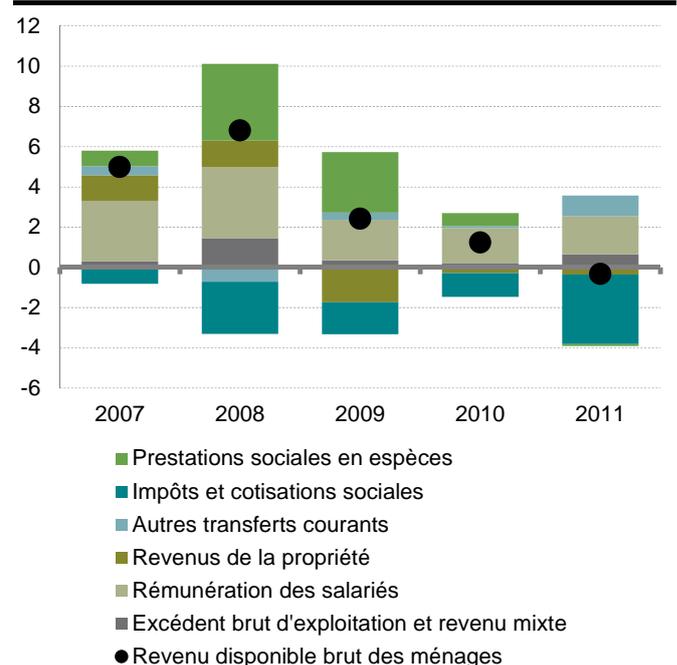
² L'augmentation des prestations sociales en 2009 provient aussi en partie de l'entrée en vigueur du statut unique qui fait que le montant des prestations sociales augmente et que les montants correspondants sont retirés de la rémunération des salariés.

Graphique 2 : Évolution de certaines composantes du revenu disponible des ménages par habitant en valeur nominale, 2006-2011 (indices : 2006 = 100)



Source : STATEC (comptes nationaux)

Graphique 3 : Contributions des composantes à la variation nominale du revenu disponible des ménages par habitant, 2006-2011 (en %)

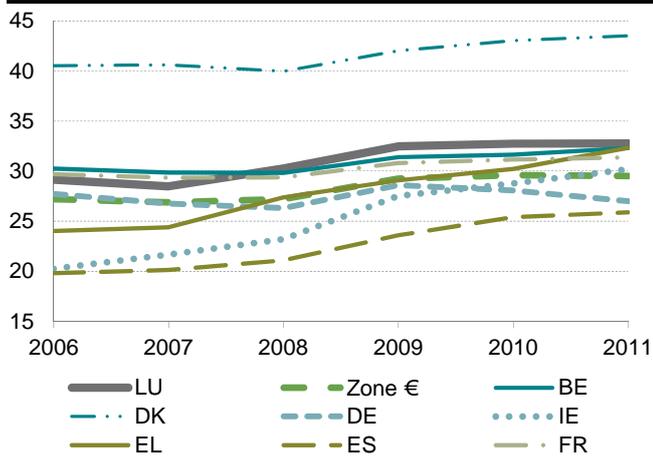


Source : STATEC (comptes nationaux)

En 2007, la croissance, en valeur, du revenu disponible atteint 5%. La contribution des rémunérations est de 3 points de %, alors que la contribution des prestations sociales n'est que de 0.8%. En 2008, la croissance nominale du revenu disponible est de 6.8%. La contribution de rémunérations est toujours très forte avec 3.5 points de % mais les prestations sociales contribuent avec 3.8 points de % à cette variation. En 2009, la croissance nominale du revenu disponible est réduite à 2%. La contribution des rémunérations est de 2 points de %, alors que les prestations sociales contribuent avec 3 points de % à cette croissance. En d'autres mots, sans la contribution des prestations sociales, la variation nominale du revenu disponible aurait été négative en 2009. En 2010 et en 2011, par contre, les prestations sociales contribuent faiblement ou de façon légèrement négative à la variation du revenu disponible (respectivement +0.7 points de % et -0.1 points).

La contribution des revenus de la propriété (loyers, intérêts, dividendes) à la croissance nominale du revenu disponible est largement positive en 2007 et 2008 (+1.3 points de % pour ces deux années). Elle devient négative en 2009 au plus fort de la crise (-1.7 points de %). En 2010 et en 2011, la contribution des revenus de la propriété à la variation du revenu disponible est faiblement négative. À retenir finalement que les prélèvements obligatoires (cotisations sociales et impôts) sont en grande partie responsables de la légère diminution en valeur du revenu disponible en 2011.

Graphique 4 : Part des prestations sociales en espèces dans le revenu disponible des ménages, 2006-2011 (en %)



Source : STATEC, EUROSTAT (comptes nationaux)

L'importance grandissante des prestations sociales au cours de la crise se reflète dans l'évolution de leur part dans le revenu disponible. Au Luxembourg, les prestations sociales représentaient 29.1% du revenu disponible en 2006, 32.5% en 2009 et 32.8% en 2011. Dans la plupart des pays de la zone euro (à l'exception notable de l'Allemagne), on observe une tendance similaire. Dans la zone euro en moyenne, la part des prestations sociales dans le revenu disponible passe de 27.2% à 29.5%. Cette évolution résulte d'abord d'un effet mécanique lié à l'évolution peu dynamique des

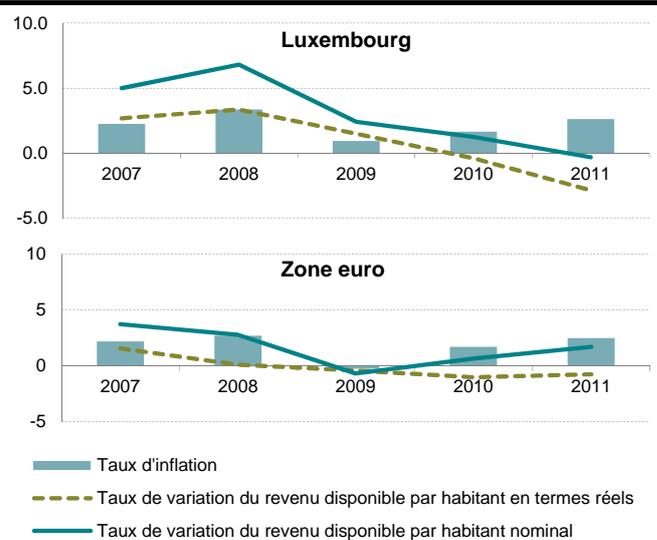
revenus primaires (rémunérations et revenus de la propriété) à partir du début de la crise, mais elle découle également de l'augmentation d'un certain nombre de prestations sociales, comme les allocations de chômage.³

Au Luxembourg, le pouvoir d'achat moyen est en forte baisse à partir de 2010...

Pour appréhender l'évolution du pouvoir d'achat, il convient de tenir compte de l'évolution des prix. Au Luxembourg, en 2007, le taux de variation des prix de la consommation des ménages (et des ISBLM) était de +2.2%. Comme, le revenu disponible nominal par habitant a augmenté de quelque 5% en valeur au cours de la même année, la croissance du pouvoir d'achat moyen était de 2.7% en 2007. En 2008, les prix de la consommation finale des ménages augmentent de 3.4% et la croissance nominale du revenu disponible par habitant est de 6.8%, soit une augmentation du pouvoir d'achat d'environ 3.3% (voir graphique 5).

En 2009, la croissance nominale du revenu disponible par habitant au Luxembourg tombe à 2.4%. Comme les prix de la consommation des ménages n'augmentent qu'assez faiblement (0.9% en 2009), le pouvoir d'achat croît encore de 1.5% en 2009. En 2010, la croissance du revenu nominal recule à 1.2% et, en 2011, la variation du revenu disponible moyen nominal par habitant est même légèrement négative (-0.3%). En même temps, le taux d'inflation recommence à augmenter. Le pouvoir d'achat diminue en conséquence de 0.4% en 2010 et de 2.9% en 2011 au Grand-Duché (voir graphique 5).

Graphique 5 : Taux de variation annuel du revenu disponible des ménages par habitant en termes nominaux et en termes réels, 2007-2011 (en %)



Source : STATEC, EUROSTAT N.B. : déflateur = prix de la consommation finale des ménages et des ISBLM

³ Il s'agit aussi d'un effet mécanique : pour les personnes passant de l'activité au chômage, le revenu provenant de la rémunération est remplacé par l'allocation de chômage.

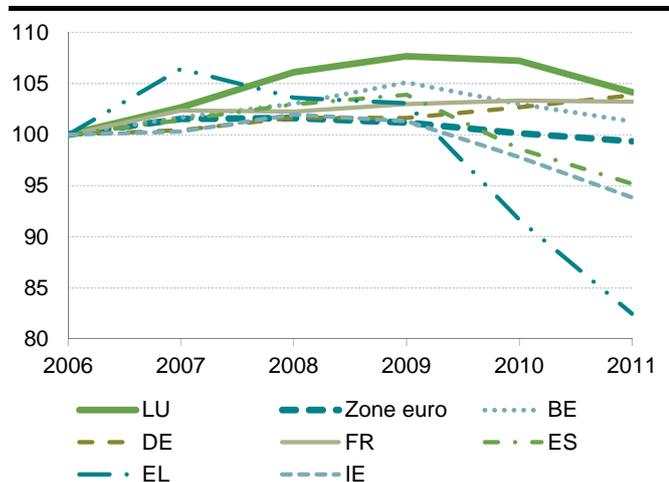
Dans la zone euro, contrairement au Luxembourg, la variation du pouvoir d'achat moyen est nulle dès 2008 (voir graphique 5). Ensuite, le pouvoir d'achat varie de -0.4% en 2008, de -1.0% en 2009 et de -0.8% en 2011. Le recul du pouvoir d'achat au Luxembourg a été « retardé » par l'impact positif des prestations sociales en espèces. On constatera plus loin que, sans les prestations en espèces, le recul du pouvoir d'achat aurait été plus précoce au Luxembourg et qu'en 2011 il aurait été inférieur à son niveau de 2006.

... mais il reste supérieur à son niveau d'avant-crise

Malgré la variation largement négative du revenu disponible réel par habitant au Luxembourg en 2011, le pouvoir d'achat se situe toujours au-dessus de son niveau de 2006 : +4% en 2011 par rapport à 2006. À noter toutefois qu'en 2009, le revenu disponible réel était encore de près de 8% plus élevé qu'en 2006.

Dans la zone euro en moyenne, par contre, le pouvoir d'achat est, en 2011, de 0.6% inférieur à son niveau de 2006 et le recul a débuté dès 2008. En Belgique, après avoir augmenté de plus de 5% de 2006 à 2009, le pouvoir d'achat du revenu disponible par habitant revient pratiquement à son niveau d'avant la crise (+1% en 2011 par rapport à 2006). En France, il est stable entre 2007 et 2011 à un niveau qui se situe de 2% à 3% au-dessus de son niveau de 2006. L'évolution en Allemagne est plutôt « atypique » dans le contexte européen. Le pouvoir d'achat augmente à partir de 2007 (+4% en 2011 par rapport à 2006, comme le Luxembourg). Dans les pays les plus touchés par la crise, le pouvoir d'achat est en forte chute. En Grèce, il se situe, en 2011, à près de 20% en-dessous de son niveau de 2006. En Irlande, l'écart est de -6%, en Espagne de -5%.

Graphique 6 : Évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible moyen des ménages par habitant, 2006-2011 (indices : 2006 = 100)

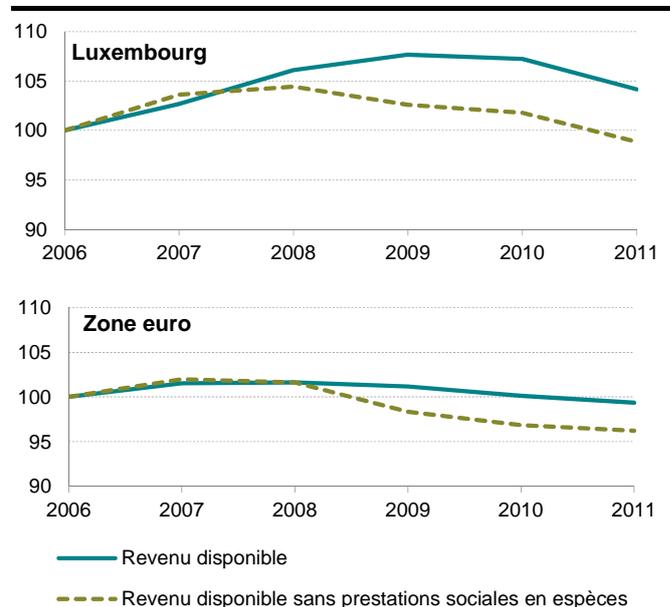


Source : STATEC, EUROSTAT N.B. : déflateur = prix de la consommation finale des ménages et des ISBLM

On a déjà dit que les prestations sociales ont été un élément-clé de la dynamique du revenu disponible au Luxembourg jusqu'en 2009. Sans ces prestations, la croissance du pouvoir d'achat moyen aurait été très faible en 2008 (moins de 1% sans les prestations sociales, 3.3% avec les prestations sociales). En 2009, sans les prestations sociales, le pouvoir d'achat moyen aurait même diminué de 1.8% par rapport à 2008, alors qu'il a augmenté (avec les prestations sociales) de 1.5%. En 2010 et en 2011, par contre, l'impact des prestations sociales est nul et le pouvoir d'achat recule. En 2011, au Luxembourg, le revenu sans prestations sociales aurait été de 1.2% inférieur à son niveau de 2006, alors que, rappelons-le, avec les prestations sociales, le niveau de vie moyen au Luxembourg est de 4.2% plus élevé en 2011 qu'en 2006 et se situe légèrement au-dessus de son niveau de 2007.

Dans la zone euro, l'impact des prestations sociales en espèces sur le pouvoir d'achat moyen est un peu moins important. Néanmoins, ces prestations sociales atténuent fortement le recul du pouvoir d'achat à partir de 2009. Sans les prestations, le pouvoir d'achat du revenu disponible moyen dans la zone euro aurait été de 4% inférieur à 2006. Avec les prestations sociales l'écart entre 2006 et 2011 n'est que de -0.6%.

Graphique 7 : Évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible par habitant avec et sans prestations sociales en espèces au Luxembourg et dans la zone euro, 2006-2011 (indices : 2006 = 100)



Source : STATEC, EUROSTAT N.B. : déflateur = prix de la consommation finale des ménages et des ISBLM

Institut national de la statistique et des études économiques

Tél.: 247-84219
info@statec.etat.lu

www.statistiques.lu

ISSN 2304-7135